

JOP 2024 : le SNEP-FSU mobilisé

En plus des débats organisés à l'interno du SNEP-FSU autour de la candidature Paris 2024, le SNEP-FSU agit concrètement. Depuis plusieurs mois, il joue son rôle pour faire avancer ses revendications. Il a ainsi rencontré, seul ou avec la FSU, différents acteurs de la candidature Paris 2024.

Lors de la fête de l'humain, le 10/09/16, le secrétaire général du SNEP-FSU, Benoît Hubert, a débattu avec Thierry Rey, conseiller spécial au comité de candidature Paris 2024, qui représentait Bernard Lapas-set (co-président).

Le 12/10/16, le SNEP a rencontré, avec la délégation FSU, Sébastien Moreau, chargé des relations institutionnelles de la candidature Paris 2024. En amont, une délégation du SNEP-FSU avait rencontré le comité de candidature dans leurs locaux.

Dans la foulée (novembre 2016), le SNEP-FSU a envoyé une contribution

écrite au comité de candidature avec ses revendications, ainsi que son bulletin sport spécial JOP.

Le 14/04/17, le SNEP-FSU a pris position contre l'apartheid sexué dans le sport via un communiqué de presse.

Le 26/04/17, la FSU a signé, avec d'autres organisations syndicales, une charte sociale avec le comité de candidature Paris 2024, traduisant l'objectif d'exemplarité des jeux en phase d'organisation. En cas de désignation de Paris comme ville hôte, c'est Benoît HUBERT qui en assurera le suivi au titre de la FSU.

Le 15/05/17, à l'occasion de la visite de la commission d'évaluation du CIO, le SNEP-FSU a rencontré le CNOSEF en s'associant une nouvelle fois à la campagne solidarité contre l'apartheid sexué dans le sport, qui dénonce notamment le fait que certains pays empêchent l'accès des femmes dans les stades, ou leur pratique sportive.

Le 02/06/17, Marie de Taisne répondait, au titre de la direction de la communication Paris 2024, aux questions posées par le SNEP-FSU sur la problématique du coût des jeux et des investissements, la question du respect de

l'environnement et le paradoxe entre l'ambition affichée pour le sport et les politiques actuellement mises en place.

Pour plus d'infos : RDV sur le site internet du SNEP secteur sport page « Paris 2024 et ESI » : http://www.snepfusu.net/outils/sport_esi.php



JOP : UN APARTHEID AUTORISÉ !

Le SNEP-FSU considère que les valeurs véhiculées par la Charte Olympique devraient participer au développement humain et à l'émancipation. Force est de constater que ces valeurs ne sont pas partagées par tous et toutes. Quelques états - Arabie saoudite et Iran en particulier - pratiquent un apartheid sexué qui devrait les mettre, compte tenu de la charte, hors du jeu olympique.

Dans ces deux pays, ce n'est pas seulement lors de grandes compétitions que cet apartheid existe, mais aussi dans le quotidien sportif des filles et des femmes. Non contents de leur interdire les pratiques sportives, ils les empêchent également d'entrer sur les stades. Ces deux pays conditionnent la pratique des filles et des femmes au port d'une tenue conforme aux préceptes religieux, à la non-mixité des lieux et compétitions, limitent les sports à certaines disciplines quand ils n'interdisent pas complètement le sport et l'éducation physique pour les filles à l'école (Arabie Saoudite).

Le SNEP-FSU soutient la militante iranienne Darya Safai qui demande que les instances sportives internationales sanctionnent son pays.

Pour le SNEP-FSU, la candidature de Paris 2024 doit être l'occasion de rappeler à toutes les instances nos exigences et d'œuvrer pour que s'appliquent les chartes et conventions rappelant la fonction universaliste du sport auxquelles aucun

Etat ne pourrait déroger, pour quelques raisons que ce soient (politiques, religieuses ou culturelles) !

Le 15 mai 2017, le SNEP-FSU a participé au rassemblement organisé par la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et la Ligue du Droit International des Femmes (LDIF), devant le siège du Comité de Candidature de Paris 2024, à l'occasion de la visite de la Commission d'Evaluation du Comité International Olympique qui a reçu l'ensemble de la délégation.

Nous constatons que si le comité de candidature considère bien le sport comme un vecteur de déconstruction des stéréotypes et des préjugés quant aux pratiques des filles et des femmes, il est bien frileux pour faire adopter des décisions beaucoup plus radicales, telles que l'exclusion de ces deux pays du concert des grandes compétitions. Pourtant, en son temps, c'est bien sur la base d'un apartheid racial que de nombreux comités nationaux avaient œuvré pour l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Les filles et les femmes, qui représentent la moitié de l'humanité, restent ainsi une donnée politique et sportive insignifiante dont on peut ignorer les combats !

nina.charlier@snepfusu.net

*Lire l'interview du bulletin national n° 943 - 05/05/2017

CHARTRE SOCIALE PARIS 2024

La FSU, représentée par sa secrétaire générale Bernadette Groison et Benoît Hubert (SNEP-FSU), s'est engagée le 26 avril 2017, en signant la « charte sociale pour Paris 2024 ». La FSU aura à cœur, lors du travail qui devra s'engager avec les autres organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC) et le comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques, de porter les questions sociales et les questions relatives aux conditions de travail, ainsi que de réfléchir à l'héritage que devront laisser ces Jeux tant en termes d'emploi, mais aussi d'installations/infrastructures/équipements sportifs, de logements, d'accessibilité, etc.

Quelque 70 000 bénévoles et des dizaines de milliers d'emplois seront concernés dans divers secteurs comme le BTP, les transports, les télécommunications, mais aussi de très nombreux professionnels de nos secteurs, qu'ils soient de la Territoriale ou de l'Etat.

La mobilisation sera importante en cas d'attribution des Jeux à Paris (décision annoncée le 13 septembre 2017 à Lima), les enjeux ne le seront pas moins, et il est primordial que la FSU soit partie prenante de ce comité consultatif qui sera créé, pour y porter ses exigences et revendications, tant sur l'événement lui-même que sur l'héritage qu'il laissera. Des enjeux pour la pratique physique et sportive pour tous, mais aussi des enjeux sociaux, économiques, écologiques,...

Benoît HUBERT

